

La Française de 67 ans, Claudia Priest, en mission humanitaire en Centrafrique et un employé centrafricain de son ONG (CODIS) ont été enlevés le 19 janvier 2015 à Bangui.

Centrafrique : Claudia Priest, une humanitaire originaire de Bourgogne a été enlevée à Bangui

FRANCE 3 BOURGOGNE avec l'AFP, Publié le 20/01/2015 | 10:20, mis à jour le 20/01/2015 | 10:32

Deux personnes (dont une Bourguignonne) - qui étaient en mission humanitaire en Centrafrique - ont été enlevées à Bangui, au Centrafrique, lundi 19 janvier 2015.

Claudia Priest (qui est originaire de la région d'Epinac, en Saône-et-Loire) et l'employé centrafricain enlevé en même temps qu'elle, font partie de l'ONG médicale catholique CODIS (Coordination Diocésaine de la Santé). Ils circulaient à bord d'un 4x4, qui transportait des médicaments, lorsqu'ils ont été braqués par un groupe de quatre hommes armés de Kalachnikov lundi matin vers 8h locales (7h GMT) à Bangui.

Il s'agit du premier enlèvement d'un ressortissant français dans le pays depuis le début de la crise en 2013.

Cet acte a été commis par des miliciens chrétiens anti-balaka mécontents de l'arrestation d'un de leurs chefs, soupçonné d'avoir été un des meneurs des massacres de musulmans en décembre 2013.

Dans un communiqué publié lundi soir, le Quai d'Orsay a appelé à "libérer au plus tôt" la femme enlevée, en soulignant que "la France déplore cet acte contraire au droit humanitaire".

Le ministère français des Affaires étrangères a ajouté que l'ambassade de France à Bangui "est en contact permanent avec l'archevêché de la capitale centrafricaine qui a entamé des discussions avec les ravisseurs".

Prise d'otages en Centrafrique

Eugénie Barbezat avec AFP - www.humanite.fr, lundi, 19 Janvier, 2015



Deux personnes, une Française de 67 ans, en mission humanitaire en Centrafrique et un employé centrafricain de son ONG ont été enlevés lundi à Bangui.

Dans un communiqué publié dans la soirée, le Quai d'Orsay a appelé à "libérer au plus tôt" la femme enlevée, soulignant que "la France déplore cet acte contraire au droit humanitaire". Il s'agit du premier enlèvement d'un ressortissant français dans le pays depuis le début de la crise en 2013.

Le ministère français des Affaires étrangères a ajouté que l'ambassade de France à Bangui "est en contact permanent avec l'archevêché de la capitale centrafricaine qui a entamé des discussions avec les ravisseurs".

L'homme et la femme enlevés font partie de l'ONG médicale catholique CODIS (Coordination Diocésaine de la Santé), ils circulaient à bord d'un 4x4, qui transportait des médicaments, lorsqu'ils ont été braqués par un groupe de quatre hommes armés de Kalachnikov lundi matin vers 08H00 locales (07H00 GMT).

"Nous étions trois à bord de notre véhicule en provenance de Damara (70 km au nord de Bangui) où nous étions en mission. Nous avons été arrêtés par un groupe de 4 (miliciens chrétiens) anti-balaka armés de Kalachnikov sortis devant nous sur la route en pleine ville", a raconté le Frère Elkana Ndawatcha, un religieux qui conduisait le véhicule.

"Moi, j'ai été relâché après être dépouillé de tout ce que j'avais sur moi dont mon téléphone portable, mes documents bancaires et de l'argent. L'un des ravisseurs a pris ma place au volant pour partir avec le véhicule

et mes deux collègues en profondeur du quartier Boy-Rabe", quartier du nord-est de Bangui où les anti-balaka sont puissants, a poursuivi le religieux.

L'enlèvement serait l'oeuvre de miliciens anti-balaka, mécontents de l'arrestation de Rodrigue Ngaïbona "général Andjilo", puissant chef anti-balaka arrêté samedi à Bouca (nord-ouest).

D'autres tentatives d'enlèvement ont eu lieu dimanche, selon des témoignages concordants.

Les anti-balaka sont des milices principalement chrétiennes qui se sont formées pour lutter contre les rebelles, essentiellement musulmans, de la coalition Séléka qui avait pris le pouvoir en Centrafrique en mars 2013 avant d'en être chassée en janvier 2014. Les deux camps sont accusés d'avoir commis de graves exactions.

Le "général Andjilo", qui a été un des principaux chefs anti-balaka à Bangui, avait fui la capitale. Il est notamment soupçonné d'avoir été un des meneurs des miliciens qui ont lancé les massacres de musulmans le 5 décembre 2013 à Bangui.

Une Française en mission humanitaire enlevée en Centrafrique

PARIS (Reuters), 19 janvier 20h 35 - Une Française de 67 ans en mission humanitaire à Bangui a été enlevée lundi et l'archevêché de la capitale centrafricaine a entamé des discussions avec les ravisseurs, a annoncé le ministère français des Affaires étrangères.

"La France déplore cet acte contraire au droit humanitaire et appelle les responsables à libérer au plus tôt notre compatriote", écrit-il dans un communiqué.

L'enlèvement a été perpétré par des miliciens anti-balaka, mécontents de l'arrestation d'un de leurs chefs samedi par les casques bleus de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies en République centrafricaine (Mínusca), selon RTL.

La Française effectuait en République centrafricaine une mission humanitaire, financée par une association apportant son soutien à des villages de RCA en matière de santé et d'éducation.

"Ce matin un pick-up a été intercepté à Bangui avec à l'intérieur une expatriée française qui travaille pour le service national de santé du diocèse de Bangui et deux frères spiritains dont on ignore la nationalité", a dit à Reuters une porte-parole de Caritas à Paris.

"Donc, trois personnes enlevées. La femme ne travaille pas à proprement parler pour Caritas et les 'frères spiritains' sont des membres de la Congrégation du Saint-Esprit, des missionnaires très actifs en Afrique", a-t-il ajouté.

La France a décidé de retirer progressivement ses troupes de la République centrafricaine où les soldats de la mission des Nations unies, la Mínusca, sont en cours de déploiement.

De 2.000 aujourd'hui, la force Sangaris passera à 1.700 hommes au printemps et 800 à l'automne.

L'opération, lancée en décembre 2013, visait à mettre fin aux massacres de masse et à ramener le calme en Centrafrique, pays déchiré par les affrontements entre anciens rebelles musulmans et milices chrétiennes ("anti-Balaka"), qui ont fait des milliers de morts et près d'un million de déplacés.

(Gérard Bon, avec Sophie Louet à Paris,)

Une Française de 67 ans, membre d'une ONG, enlevée à Bangui en République centrafricaine

Une humanitaire de 67 ans, a été enlevée dans la capitale centrafricaine. Le Quai d'Orsay a confirmé l'enlèvement. Des discussions avec les ravisseurs ont été entamées par l'archevêché de Bangui.



Crédit : MIGUEL MEDINA / AFP - Des habitants de Bangui, dont des anti-balaka, le 4 avril 2014

par La rédaction numérique de RTL , Avec AFP publié le 19/01/2015 à 17:07 mis à jour le 19/01/2015 à 22:48

Deux personnes dont **une Française, Claudia, 67 ans, en mission humanitaire en Centrafrique** ont été enlevées lundi à Bangui par des miliciens chrétiens anti-balaka mécontents de l'arrestation d'un de leurs chefs, soupçonné d'avoir été un des meneurs des massacres de musulmans en décembre 2013. Un religieux centrafricain était à ses côtés. Ils étaient en mission à moins de 20 kilomètres de Bangui.

Dans un communiqué publié dans la soirée, **le Quai d'Orsay a appelé à "libérer au plus tôt" la femme enlevée**, soulignant que "la France déplore cet acte contraire au droit humanitaire". Le ministère français des Affaires étrangères a ajouté que l'ambassade de France à Bangui "est en contact permanent avec l'archevêché de la capitale centrafricaine qui a entamé des discussions avec les ravisseurs".

Braqués par un groupe d'hommes armés

Cette Française et l'employé centrafricain enlevé en même temps qu'elle, font partie de l'ONG médicale catholique CODIS (Coordination Diocésaine de la Santé). Ils circulaient à bord d'un 4x4, qui transportait des médicaments, lorsqu'ils ont été **braqués par un groupe de quatre hommes armés de Kalachnikov lundi matin** vers 8 heures, heure locale, à Bangui.

"Nous étions trois à bord de notre véhicule en provenance de Damara (70 km au nord de Bangui) où nous étions en mission. Nous avons été arrêtés par un groupe de quatre (miliciens chrétiens) anti-balaka armés de Kalachnikov sortis devant nous sur la route en pleine ville", a raconté Frère Elkana Ndawatcha, un religieux qui conduisait le véhicule.

"Moi, j'ai été relâché après être dépouillé de tout ce que j'avais sur moi dont mon téléphone portable, mes documents bancaires et de l'argent. L'un des ravisseurs a pris ma place au volant pour partir avec le véhicule et mes deux collègues en profondeur du quartier Boy-Rabe", quartier du nord-est de Bangui où les anti-balaka sont puissants, a poursuivi le religieux.

L'enlèvement mené par des anti-balaka ?

Selon une source proche du dossier, l'enlèvement a été mené par des miliciens anti-balaka, **mécontents de l'arrestation de Rodrigue Ngaïbona "général Andjilo"**, puissant chef anti-balaka arrêté samedi à Bouca (nord-ouest). Les miliciens ont manifesté leur mécontentement dans le quartier de Boy-Rabe dimanche et lundi. Le "général Andjilo", qui a été un des principaux chefs anti-balaka à Bangui, avait fui la capitale. Il est notamment **accusé d'avoir été un des meneurs des miliciens qui ont lancé les massacres de musulmans** le 5 décembre 2013 à Bangui.

Les "anti-balaka" sont **des milices principalement chrétiennes qui se sont formées pour lutter contre les rebelles**, essentiellement musulmans, de la coalition Séléka qui avait pris le pouvoir en Centrafrique en mars 2013 avant d'en être chassée en janvier 2014. Les deux camps sont accusés d'avoir commis de graves exactions.

Un climat tendu dans le pays

La tension est très forte dans le pays actuellement. "Une personne a même été tuée cette nuit (de dimanche à lundi) par balles. Par ailleurs, de nombreux tirs d'armes automatiques ont été entendus toute la nuit et ce matin encore", a déclaré une source policière. **D'autres tentatives d'enlèvement ont eu lieu dimanche, selon des témoignages concordants.**